



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 7 au 13 juin 2019

Le 14 juin 2019

## Résumé

**Asie du Sud** : La Banque mondiale anticipe une croissance de 6,9% pour l'Asie du Sud en 2019.

**Afghanistan** : Inauguration du nouveau bureau de la Banque mondiale à Kaboul.

**Bangladesh** : 43 Mds Tk (450 M€) de pertes pour les entreprises publiques sur l'année budgétaire 2018-2019. Agriculture – Aide financière de la FAO pour lutter contre un nuisible qui menace les récoltes de maïs. Agriculture – Recensement agricole décennal en cours. Economie bleue – Le Bangladesh peine à tirer parti de ses ressources maritimes d'après un rapport de la Banque Mondiale.

**Bhoutan** : Modération de l'inflation au premier trimestre 2019.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : En avril 2019, la croissance de l'indice de production industrielle a atteint 3,5%. La variation annuelle de l'indice de prix à la consommation a atteint 3,1% au mois de mai. L'activité du secteur tertiaire s'est contractée en mai selon l'indice PMI des directeurs d'achat.

*Finances publiques* : Le déficit s'est élevé à 1 571 Mds INR (20 Mds €) sur le mois d'avril. Le montant des subventions non versées apparaît en nette hausse sur l'exercice 2018-19.

*Politique monétaire et financière, autres informations* : Hausse soutenue des encours de crédit non alimentaires au mois d'avril.

**Maldives** : Recul des importations au premier trimestre 2019. Signature de six accords de coopération avec l'Inde.

**Népal** : La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII/AIIB) a donné son accord à un prêt de 90 M\$ en vue du renforcement des infrastructures hydroélectriques.

**Pakistan** : Présentation d'un projet de budget de relative austérité pour l'année budgétaire 2019/2020. La Banque mondiale procède à une forte révision à la baisse de ses prévisions de croissance pour le Pakistan. La quasi-totalité des secteurs économiques enregistrent des résultats inférieurs aux prévisions. Les exemptions fiscales coûteront plus de 2,2% du PIB à l'Etat cette année.

**Sri Lanka** : Moindre pertes pour *Sri Lankan Airlines* sur l'année financière 2018. Le gouvernement valide un avenant à son plan de soutien à l'industrie du tourisme.



## ASIE DU SUD

- **La Banque mondiale anticipe une croissance de 6,9% pour l'Asie du Sud en 2019** dans ses *Perspectives Economiques*. Cette anticipation, marginalement inférieure (- 0,2 point) aux 7,1% de janvier du fait, notamment, de la révision de la trajectoire de croissance du Pakistan, qu'elle anticipe désormais à respectivement 2,7% et 4% sur les exercices budgétaires 2018/19 et 2019/20 au lieu des 4,2% et 4,8% envisagés en début d'année. La zone demeurerait néanmoins la plus dynamique des macro-régions sous-revues devant l'Asie orientale et la région Pacifique, où l'activité décélérerait de 6,3% en 2018 à 5,9% en 2019.

Les perspectives des pays d'Asie méridionale apparaissent bien orientées à court/moyen terme. Si la contribution du secteur externe devrait y rester négative, la demande intérieure devrait en revanche bénéficier du dynamisme de l'ensemble de ses composantes : la consommation privée, la consommation des APU et l'investissement en capital fixe (FBCF) connaîtraient ainsi, en 2019, des croissances de respectivement 7%, 7,6% et 7,6% à l'échelle de la zone selon la Banque.

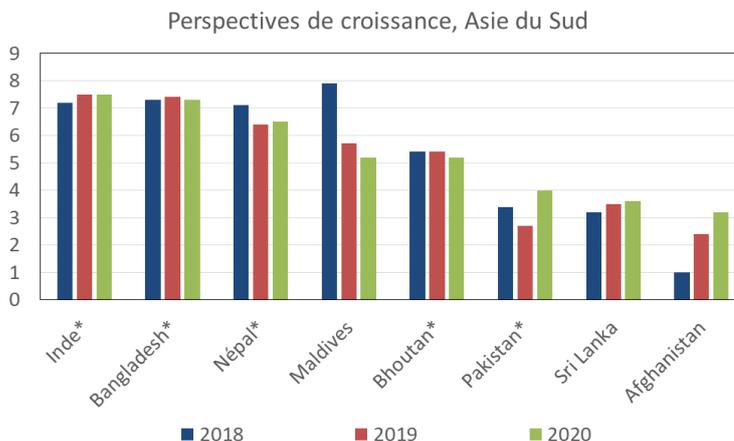
### Evolution des principaux agrégats du PIB en Asie du Sud

	<i>Estimé</i>		<i>Prévision</i>		<i>Révision</i>	
	2017	2018	2019f	2020	2019	2020
PIB	6,7	7,1	6,9	7,0	-0,2	-0,1
PIB/tête (\$)	5,5	5,8	5,7	5,8	-0,2	-0,1
Consommation privée	6,2	8,3	7,0	6,9	0,0	-0,1
Consommation publique	11,1	8,5	7,6	6,9	-1,5	-1,6
FBCF	7,0	10,5	8,3	7,8	0,4	0,1
Exports	6,0	7,8	5,4	5,2	-0,2	-0,7
Imports	13,0	14,0	6,2	5,8	-0,1	-0,9
Contribution externe nette	-2,0	-2,1	-0,6	-0,6	0,0	0,0

L'économie **indienne** connaîtrait une croissance de 7,5% sur l'exercice courant et sur l'exercice prochain (2020/21), identiques à celles que prévoyait déjà la Banque en janvier sous l'effet de la bonne assise de l'investissement, à la fois du côté des APU mais également du secteur privé. Elle note toutefois la modération de l'activité depuis le dernier trimestre 2018.



Le **Pakistan**, devrait, en revanche, marquer un net ralentissement (*voir rubrique Pakistan*) du fait du resserrement des politiques macroéconomiques, et partant, de la demande intérieure, rendu nécessaire par l'aggravation de ses déséquilibres (creusement du solde courant et impasse budgétaire). Le **Bangladesh** connaîtrait pour sa part une accélération plus soutenue que ne l'anticipait la Banque en début d'année : respectivement 7,3% et 7,4% sur les exercices 2018/19 (juillet 2018 – juin 2019) et 2019/20, contre 7,6% et 7,9% anticipés en début d'année. Une amélioration des perspectives tribulaire d'un net rebond des entrées de fonds de migrants qui devrait stimuler la consommation privée.



*Pour l'Inde, le Bhoutan, le Bangladesh, le Népal et le Pakistan, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire.*

**Sri Lanka** fait, quant à lui, également l'objet de révisions à la baisse (respectivement 0,7 et 0,5 point pour les années calendaires 2018 et 2019 alors que la Banque anticipe une croissance de respectivement 3,2% et 3,5% sur celles-ci) ; la croissance y serait ainsi freinée par le ralentissement de la demande intérieure alors que la crise politique couplée aux événements dramatiques du début d'année, auraient, selon la Banque, entamés la confiance des investisseurs et le dynamisme de l'activité.

Les perspectives de croissance du reste de la zone apparaissent quant à elles contrastées. La Banque révisé ainsi à la hausse (de respectivement 1,2 et 0,4 point à respectivement 7,1% et 6,4% ses prévisions de croissance pour le **Népal** au titre des exercices 2018/19 et 2019/20. Ses prévisions mettent ainsi en exergue une amélioration de l'activité des secteurs tertiaire et industriel.

La Banque a par ailleurs abaissé de manière significative ses prévisions de croissance pour le **Bhoutan** (de respectivement 2,2 et 1 point à 5,4 % à la fois en 2018/19 et 2019/20) du fait, notamment, des retards pris dans la mise en œuvre des grands projets hydroélectriques. Les prévisions relatives aux **Maldives** sont, enfin, abaissées de 0,1 et 0,6 point à 7,9% et 5,7% en 2018 et 2019, dans le sillage d'un regain de dynamisme à la fois du secteur touristique mais également de la construction.

**L'institution de Washington souligne aussi la persistance de certaines poches de vulnérabilités au sein de la zone.** Ceux-ci proviendraient, d'une part, de facteurs endogènes comme le risque de détérioration du solde budgétaire en Inde ou au Pakistan, la baisse des niveaux de réserves au Pakistan ou à Sri Lanka, le sous-recouvrement des recettes fiscales en Inde, la persistance des prêts toxiques au sein des secteurs bancaires (Inde ou Bangladesh) l'incertitude politique, notamment en Afghanistan et à Sri Lanka, la détérioration de la situation sécuritaire, notamment en Afghanistan. En outre, la Banque évoque également la présence de facteurs exogènes tels que le risque protectionniste, l'incertitude relative au maintien des programmes préférentiels avec l'Union Européenne dans le sillage du Brexit, la remontée des



prix du pétrole dans un contexte où la région demeure importatrice nette ou encore la persistance de risques climatiques élevés, et ce, alors que le secteur primaire demeure prépondérant en termes d'emplois dans les économies de la région.

## AFGHANISTAN

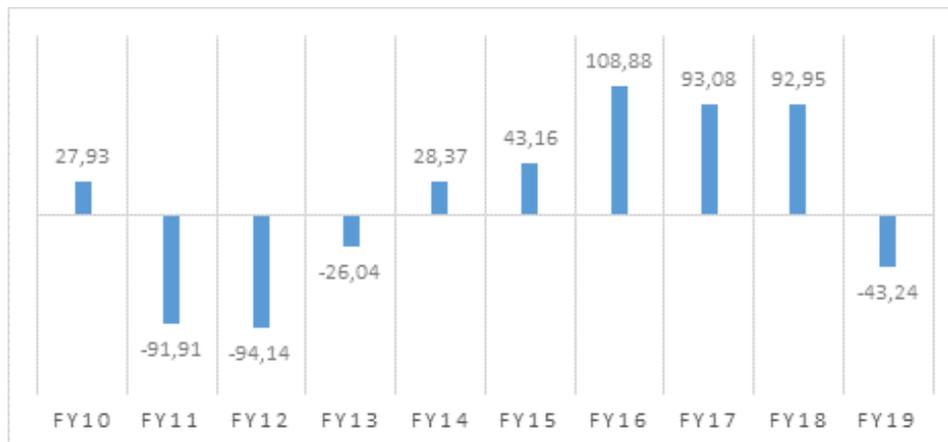
- **Inauguration du nouveau bureau de la Banque mondiale à Kaboul.** L'institution internationale, via la vice-présidente dédiée à la région Asie du Sud, Hartwig Schafer, a notamment rappelé lors de la cérémonie d'inauguration l'engagement de la Banque mondiale, dans le cadre de sa stratégie cadre 2017-20 et de son rôle d'administrateur du fonds pour la reconstruction de l'Afghanistan (ARTF), à soutenir l'Afghanistan sur le long terme.

## BANGLADESH

- **43 Mds Tk (450 M€) de pertes pour les entreprises publiques sur l'année budgétaire 2018-2019.** Après 5 années consécutives de profit, les 49 entreprises publiques non financières retombent dans le rouge, cumulant 43,2 Mds Tk (-450 M€) de pertes pour l'année budgétaire 2018-2019, contre un bénéfice global de 93 Mds TK sur l'exercice précédent (967 M€). Ce mauvais résultat s'explique partiellement par un creusement du déficit pour deux entreprises et par le tassement des profits pour deux autres. D'une part, l'augmentation mécanique du volume des subventions versées par *Bangladesh Power Development Board* (BPDB) aux producteurs publics et privés d'électricité pour contenir les tarifs aux consommateurs a fait culminer les pertes à 102,71 Mds Tk (soit près de 1,1 Mds€), contre -92,8 Mds TK en 2017, BPDB affichant depuis dix ans des résultats négatifs ; par ailleurs l'entreprise publique de transformation de jute (*Bangladesh Jute Mills Corporation*, BJMC) a vu ses pertes passer de 4,97 Mds TK à 6,95 Mds TK (73 M€), notamment pour apurer des arriérés de salaires. Un financement chinois est attendu depuis plusieurs années afin de moderniser les infrastructures de BJMC. D'autre part, *Bangladesh Telecommunication Regulatory Commission* (BTRC) a vu son bénéfice fondre de moitié, soit 25,5 Mds Tk (266 M€) contre 62,6 Mds Tk dans l'exercice précédent quand elle avait bénéficié de la vente de bande passante pour la 4G pour 50 Mds TK (520 M€). Enfin, la hausse des cours du pétrole a pesé sur les comptes de la *Bangladesh Petroleum Corporation* (BPC) qui ne les a pas répercuté sur ses tarifs, comme elle n'avait pas tenu compte de la baisse des cours en 2015 et 2016 ; BPC enregistre un bénéfice de 19,4 Mds Tk (200 M€) contre 25,5 Mds Tk en 2017-2018 et 86,5 Mds Tk en 2016-2017.



Gains/Pertes cumulés des entreprises publiques (en Mds Tk)



Source : Draft Bangladesh Economic Review 2019, Ministère des finances

- Agriculture – Aide financière de la FAO pour lutter contre un nuisible qui menace les récoltes de maïs.** En mai 2019, le Bangladesh a reçu 350 000\$ de la part de la FAO pour mettre en œuvre un projet d'un an de lutte contre la propagation d'un papillon qui menace la production de maïs. En 2018, la présence de la noctuelle américaine du maïs (*Spodoptera Frugiperda*) a été détectée dans 70 sous-districts, principalement au nord et à l'est du pays. 46 hectares auraient été endommagés d'après l'USDA. Cette menace est prise très au sérieux par le gouvernement étant donné l'importance croissante de la production de maïs dans le pays. L'arrivée précoce de hautes températures, condition favorable à la culture du maïs, ainsi qu'un rendement plus élevé et des coûts de production plus faibles poussent les agriculteurs à choisir de plus en plus la culture du maïs plutôt que celle du blé ou du riz, cultures historiques. Le maïs est ainsi devenu la deuxième céréale la plus cultivée, toutefois loin derrière le riz. Pour l'année budgétaire 2017-2018, le pays a ainsi produit 3,29 millions de tonnes de maïs sur près de 400 000 hectares alors qu'il n'en produisait que 10 000 tonnes en 2000. Entre 2009 et 2019, la production locale a progressé plus rapidement que la demande permettant ainsi de diminuer la dépendance aux importations. Alors que le maïs bangladais représentait 38% de la consommation en 2008-2009, il atteint 57% en 2018-2019. Toutefois, les importations en valeur restent importantes et augmentent continuellement pour atteindre 2,0 millions de tonnes pour 2018-2019, portées par les besoins croissants de l'élevage.
- Agriculture – Recensement agricole décennal en cours.** Le recensement agricole vient de débiter au Bangladesh. Il permettra d'actualiser le dernier recensement de 2008 sur les cultures, les pêcheries et l'élevage. Des statistiques préliminaires seront rendues publiques en décembre 2019. L'agriculture représente une activité fondamentale pour l'économie et l'emploi au Bangladesh. Cependant, la croissance économique rapide (+6% de moyenne annuelle depuis 2013) et la diversification de l'économie bangladaise ont progressivement réduit l'importance relative du secteur primaire. Sa part dans le PIB s'élevait à 14% en 2017 contre 23% en 1996. L'horticulture et la culture, notamment du riz, (7,5% du PIB) et les pêcheries (3,6%) sont les activités les plus importantes, suivies des activités forestières (1,6%) et de l'élevage (1,5%). Alors que plus de 60% de la population vit en zone rurale, le secteur continue à jouer un rôle prépondérant sur le marché de l'emploi, avec près de la moitié de la population active.



- Economie bleue – Le Bangladesh peine à tirer parti de ses ressources maritimes d’après un rapport de la Banque Mondiale.** En 2014, la Cour permanente d’arbitrage de La Haye a tranché en faveur du Bangladesh dans le cadre d’un litige l’opposant à l’Inde à propos de ses frontières maritimes, permettant d’obtenir des droits sur une zone de 19 467 km<sup>2</sup>. Cette décision a été vue comme un signe du potentiel de l’économie bleue pour le pays, amorçant la mise en place en 2017 d’une cellule économie bleue (BEC) auprès de la *Energy and Mineral Resources Division* (EMRD) pour l’exploration, la conservation, la collecte et la gestion durable des ressources naturelles et minérales dans le territoire maritime. Cette cellule est chargée de coordonner l’action des 17 ministères dont les champs de compétences concernent l’économie bleue. Ce secteur est également inclus dans le septième plan quinquennal 2016-2020, décliné en 12 actions. Un rapport récent de la Banque Mondiale (*Toward a Blue Economy : A Pathway for Sustainable Growth in Bangladesh*) souligne que le secteur a enregistré une croissance importante, de +54% entre 2009-10 et 2014-15, mais toutefois plus faible que la croissance du PIB. Il représente ainsi 3,3% du PIB en 2014-15 contre 3,7% cinq ans auparavant. Cette activité repose principalement sur le tourisme (25%), la pêche et l’aquaculture (22%), le transport (22%) et l’exploitation gazière et pétrolière offshore (19%).

## BHOUTAN

- Modération de l’inflation au premier trimestre 2019.** Après avoir atteint 3,1% en glissement annuel au dernier trimestre de l’année 2018, l’inflation a enregistré une hausse de 3% sur les trois premiers mois de l’année 2019. L’inflation alimentaire a affiché un ralentissement pour le quatrième trimestre consécutif (+3,2%, contre 6,8% au T1 2018), avec une pondération de 40% sur l’indice total. L’inflation des biens non-alimentaires a, pour sa part, connu une tendance haussière avec un essor de 2,9% au T1 2019, (contre +0,4% au T1 2018), soit son plus haut niveau depuis le troisième trimestre 2017.



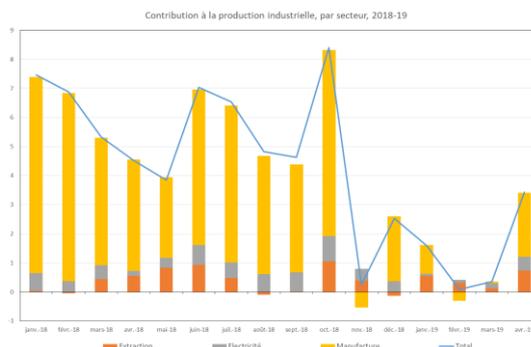
## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- En avril 2019, la croissance de l’indice de production industrielle a atteint 3,5%.** Après être tombée sur le premier trimestre à une croissance mensuelle moyenne de 0,7%, dont notamment son plus bas niveau depuis 21 mois enregistré en février, la croissance de la production industrielle est repartie à la hausse en avril d’après les chiffres du Bureau des statistiques.

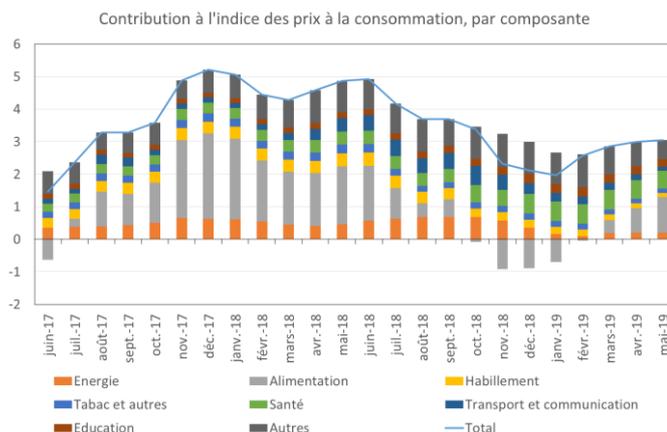


**La croissance de la production industrielle indienne a principalement été portée par le secteur manufacturier**, dont la croissance s'affiche à 2,2% de croissance en glissement annuel (contre +0,1% en mars). Les principaux moteurs de cette hausse sont les secteurs des produits pétroliers raffinés et de l'agroalimentaire. À l'inverse, les secteurs de la machinerie et des métaux basics ont connu une décroissance en avril. Le secteur minier participe également à la croissance de l'indice en avril, avec une hausse de 5,1% en glissement annuel (contre 0,8% en mars). Le secteur de l'électricité enregistre, enfin, sa plus forte croissance depuis octobre 2018 (+6% en glissement annuel, après seulement 2,2% en mars).



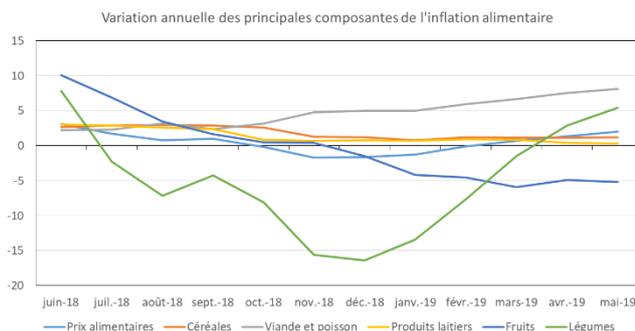
Par produit, **la croissance de la production industrielle est principalement portée par les biens primaires**, dont la production a augmenté de 5,2%, après 2,6% en mars, et, dans une moindre mesure, par les biens de consommation non-durables, dont la production a augmenté pour sa part de 5,2% en glissement annuel (pic depuis octobre 2018). Alors que la production de biens durables demeure également bien orientée (+2,4%, après une contraction de 3,1% en mars), les productions de biens d'équipement (en chute sur les trois derniers mois) et d'infrastructures ont aussi affiché un certain dynamisme, avec des croissances respectives de 2,5% et 1,7%. Enfin, et après cinq mois de recul, les biens intermédiaires affichent finalement un essor de leur production (+1 %).

- **La variation annuelle de l'indice de prix à la consommation a atteint 3,1% au mois de mai**, soit, en glissement mensuel, une hausse de 0,2% par rapport au mois d'avril selon les chiffres du Bureau des statistiques. Elle marque ainsi une légère accélération par rapport aux 2,9% du mois d'avril pour s'établir à un pic à sept mois.





**L'inflation des produits alimentaires est apparue, à l'instar du mois d'avril, comme le principal facteur de variation des prix à la consommation (+2%, + 0,6 point par rapport à avril).** Elle est principalement portée par la hausse des prix des légumes (+5,5% en glissement annuel) et de la viande et poisson (+8,1%), qui comptent pour près de 12 du poids total de l'indice, alors que les fruits ont vu leurs prix diminuer de 5,2% par rapport à mai 2018. Ces tendances corroborent globalement celles des derniers mois, qui ont vu l'inflation des prix alimentaires, dont la modération, voire le recul, avaient été à l'origine d'une forte décélération des prix à la consommation fin 2018, repartir sur une tendance haussière. Le retour en territoire positif du prix des légumes en avril et mai, après neuf mois consécutifs de déflation, couplé à l'accélération des prix de la viande et du poisson, expliqueraient notamment cette reprise de l'inflation alimentaire. On notera, toutefois, l'orientation neutre du prix des céréales, qui n'ont pas connu quant à eux d'accélération au cours des derniers mois (+1,3 % en mai, contre une moyenne de 2% sur les douze derniers mois).



Alors que l'inflation des prix de l'énergie a quant à elle progressé de 2,5% en rythme annuel, **l'inflation sous-jacente (hors denrées alimentaires et énergie) se serait quant à elle établie à 4,4% en glissement annuel**, soit son plus bas niveau depuis 23 mois. Elle demeure notamment entraînée à la baisse par les prix du logement (+ 4,7%, soit un étiage depuis juin 2017).

Si la variation de l'IPC se situe, pour le dixième mois consécutif, en-deçà de la cible médiane de 4% (+- 2%) de l'Institut d'émission, elle corrobore la trajectoire qu'avait conjecturée la Banque Centrale indienne (RBI) lors de la baisse de son taux directeur de 25 points de base à 5,75% le 6 juin. La RBI estime, pour mémoire, que les prix à la consommation progresseraient à environ 3 % sur les six premiers mois de l'exercice actuel (avril – septembre 2019).

- **L'activité du secteur tertiaire s'est contractée en mai selon l'indice PMI des directeurs d'achat.** Après avoir chuté de 1 point puis de 0,5 point au cours des deux précédents mois, l'indice a reculé de nouveau de 0,8 point en mai. Il s'est ainsi établi à 50,2 points ce qui indique un essor de la production de services (un essor de l'activité est traduit par un indice supérieur à 50), et ce, pour le 13<sup>ème</sup> mois consécutif (l'indice s'était alors élevé à 49,6 en mai 2018). Alors que la croissance du PIB au premier trimestre 2019, à 5,8 %, a été notamment portée par le secteur tertiaire, cette contraction de l'indice laisse entrevoir une modération de l'activité en mai alors que l'indice PMI dans le secteur manufacturier a, pour sa part, progressé sur le mois.

**L'indice composite**, qui regroupe les secteurs manufacturier et tertiaire, s'est ainsi élevé à 51,7 points, à l'instar du mois précédent, ce qui traduit un essor de l'activité du secteur privé.

## FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit s'est élevé à 1 571 Mds INR (20 Mds €) sur le mois d'avril.** Le déficit budgétaire représente ainsi déjà 24,3 % de sa cible annuelle sur le premier mois de l'exercice 2019-20. Les dépenses budgétaires, souvent concentrées sur les premiers mois de l'exercice, se sont établies à 2 241 Mds INR (28,5 Mds €), soit 9,2 % de l'objectif du ministère. De plus, les dépenses



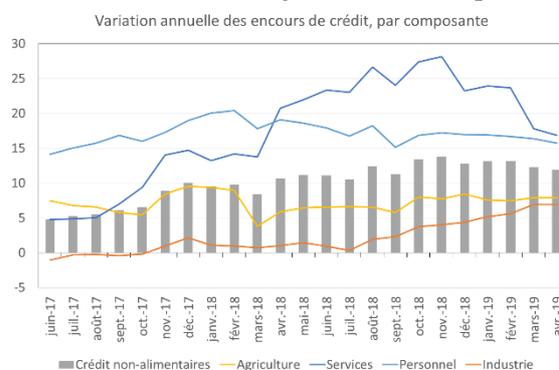
d'investissement ont atteint 1 767 Mds INR (8,2 % de la cible) tandis que les dépenses d'investissement se sont élevées à 306 Mds INR (9,1 % de l'objectif). Les recettes totales ont parallèlement été faiblement recouvertes en avril (976 Mds INR, soit seulement 4,7 % de l'objectif du gouvernement). A cet égard, les recettes fiscales se sont établies à 716 Mds INR tandis que les recettes non-fiscales enregistrées ont été significatives (233 Mds INR soit 8,5 % de la cible).

- Le montant des subventions non versées apparaît en nette hausse sur l'exercice 2018-19.** Les données du Contrôleur et auditeur général des comptes (CAG) mettent en exergue une sous-réalisation significative des dépenses de subventions sur l'exercice récemment clôturé (avril 2018-mars 2019). Ainsi, et pour pouvoir atteindre la cible de déficit budgétaire à 3,4 % déclaré par les autorités, le gouvernement n'aurait versé que 74% de la cible annuelle révisée de dépenses liées aux subventions. Au total, le CAG indique que près de 691 Mds INR (8,8 Mds €) de demandes de subventions n'ont pas été versées par le gouvernement, soit près de 10% du déficit budgétaire consigné (6 454 Mds INR pour rappel). On notera que les subventions au titre des denrées alimentaires auraient atteint 59 % de la cible, celles relatives aux achats de fertilisants se situeraient à 96 % de l'objectif tandis que celles dédiées aux produits pétroliers seraient à 99% du montant prévu par la loi de finances. Enfin, le montant non payé par le gouvernement apparaît nettement plus élevé que sur le dernier exercice (386 Mds INR en 2017-18), et ce, alors que l'Inde a bénéficié de la modération de l'inflation des matières premières sur l'exercice revu.

## POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- Hausse soutenue des encours de crédit non-alimentaires au mois d'avril.** A fin avril, les encours de crédit non-alimentaires s'élèvent ainsi à 84 810 Mds INR, soit 1 081 Mds €, selon la RBI. Ils progressent ainsi de 11,9 % en glissement annuel selon les chiffres de la Banque centrale, soit la plus faible croissance enregistrée depuis septembre 2018. La modération du rythme de progression des encours de crédit entrevu depuis février se confirme ainsi deux mois plus tard. En mars 2019, ces derniers avaient augmenté pour mémoire de 12,3% en glissement annuel.

**Les encours non alimentaires apparaissent principalement tirés par la progression des prêts au secteur tertiaire.** En hausse déjà de 17,8 % en mars, ils enregistrent un mois plus tard une croissance de 16,8 % pour s'établir à 23 150 Mds INR (295 Mds €) soit 27,3 % des encours totaux. Les prêts accordés aux activités commerciales, qui représentent près d'un cinquième des crédits dédiés au secteur tertiaire, sont en hausse de 10,1 % en glissement annuel alors que les crédits destinés aux entreprises financières non bancaires (26,9 % des prêts tertiaires) ont pour leur part crû de 37,8 % (hausse mensuelle moyenne de 41,3 % au cours des douze mois précédents).



**Les crédits accordés aux particuliers** demeurent également dynamiques : ces derniers progressent de 15,7 % en avril pour s'élever à 22 228 Mds INR (283 Mds €). Ils représentent désormais plus du quart des encours totaux (26,2 %). Sur les douze derniers mois, les prêts



destinés aux particuliers ont progressé de seulement 17,1 % par rapport à la période analogue un an plus tôt. Les prêts au logement, qui constituent 53 % des prêts personnels, affiche un dynamisme important avec un essor en rythme annuel de 18,6%, légèrement plus marqué que sur l'année glissante (+16,8 %). Les prêts automobiles enregistrent quant à eux un essor de 4,9 %, loin du rythme moyen affiché sur les douze derniers mois (+9,4 %).

Pour sa part, **le secteur agricole** voit ses encours progresser de 7,9 % à fin avril, soit un niveau similaire au mois de mars (+7,9 %), un niveau toutefois supérieur à la moyenne sur les douze derniers mois (+6,9 %). Ils s'élèvent ainsi à 11 080 Mds INR, soit 141 Mds € et 13,1 % des encours totaux.

**Enfin, les encours destinés au secteur industriel confirment une évolution positive.** Ils progressent de 7% en glissement annuel pour s'établir à 28 352 Mds INR (362 Mds €). Le secteur demeure celui qui concentre la plus large part des encours bancaires non alimentaires avec 33,4 % des crédits totaux. Si les crédits destinés aux micros et petites entreprises industrielles enregistrent une croissance modeste de 1 %, ceux accordés aux sociétés de taille importante (83,3% des encours totaux du secteur) continuent d'augmenter à un rythme soutenu (+8,1 %).

## MALDIVES

- **Recul des importations au premier trimestre 2019.** Selon un rapport trimestriel de la Banque Centrale Maldivienne (MMA), les achats maldiviens de biens et services à l'étranger ont diminué de 5,3% au T1 2019 comparé à la même période l'an dernier. Ils se sont ainsi établis à 714,8 M USD fin mars 2019. Cette baisse est en grande partie imputable à des importations de machineries et pièces mécaniques, et de matériaux de construction (bois, métal, ciment) moindres (-49,6% et -6,5% en g.a respectivement). Les achats de produits pétroliers enregistrent quant à eux une hausse de +3,6% en g.a au T1 2019.
- **Signature de six accords de coopération avec l'Inde.** A l'occasion de la première visite officielle du Premier Ministre indien Narendra Modi sur l'archipel les 7 et 8 juin derniers, cinq « *Memoranda of Understanding* » (MoU) et un accord de coopération technique ont été conclus entre les deux pays. Les cinq MoU portent sur : (i) l'hydrographie : cartographie des eaux territoriales et de la zone économique exclusive maldivienne ; (ii) la santé : formation et échanges de professionnels du secteur, coopération en matière de recherche médicale et de régulation des produits pharmaceutiques ; (iii) le transport de personnes et de fret : mise en place de services de transport maritime entre les ports de Malé et de Cochin en Inde ; (iv) les douanes : programmes de formation et de renforcement de capacités au bénéfice de l'administration maldivienne, uniformisation des procédures et systèmes de dédouanement ; et (v) la fonction publique : formation de 1000 fonctionnaires maldiviens sur les thèmes d'e-gouvernance, d'amélioration des prestations de services publics, et de mise en place des politiques publiques, etc... L'accord de coopération technique portera quant à lui sur le partage d'informations en matière de sécurité maritime. A l'occasion de cette visite officielle, les deux chefs de gouvernement ont également inauguré un centre d'entraînement militaire et un radar offerts par l'Inde sur l'île de Maafilaafushi (nord de Malé).



## NEPAL

- **La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII/AIIB) a donné son accord à un prêt de 90 M\$ en vue du renforcement des infrastructures hydroélectriques.** Le projet consiste en la construction d'une installation hydroélectrique d'une puissance de 216 MW sur la rivière *Trishuli*, en collaboration avec une entreprise coréenne (*Korea South-East Power Company Ltd*).

Avec 216 MW, le projet d'installation viendrait augmenter de près d'un tiers (32%) la capacité de production hydroélectrique actuelle du pays et contribuerait à renforcer la sécurité énergétique du pays, qui reste par ailleurs fortement dépendant des importations d'électricité venant d'Inde.

## PAKISTAN

- **Présentation d'un projet de budget de relative austérité pour l'année budgétaire 2019/2020** (juillet 2019 – juin 2020). Le gouvernement a présenté au Parlement le 11 juin le projet de budget de l'année prochaine. Les hypothèses retenues paraissent relativement réalistes (croissance atteignant seulement 2,4% après 3,3% en 2018/19 et 5,2% en 2017/18), inflation en forte hausse (11 à 13% à comparer à 7,2% en 2018/19) et un déficit courant ramené à 3% du PIB (après 4,7% en 2018/19). Les recettes fiscales seraient en forte progression (+19% par rapport au projet de budget de 2018/19 et +33% par rapport au budget révisé de 2018/19) grâce à une série de mesures diverses (hausse des taxes sur de nombreux produits, retrait d'exemptions fiscales, tentative d'accroissement de l'économie documentée). Les dépenses courantes poursuivraient leur accroissement (+48% par rapport au projet de budget de 2018/19 et +33% par rapport au budget révisé de 2018/19) notamment en raison de la hausse des dépenses militaires (+5% au projet de budget 2018/19 et +1% par rapport au budget révisé de 2018/19) mais surtout du service de la dette (+78% par rapport au projet de budget 2018/19 et +45% par rapport au budget révisé de 2018/19). Les dépenses d'investissement seraient à nouveau sacrifiées (-18% par rapport au projet de budget 2018/19 mais +14% par rapport au budget révisé de 2018/19) après la baisse déjà intervenue pendant l'année en cours. Le déficit budgétaire s'afficherait à 7,2% du PIB, niveau équivalent à celui qui devrait être enregistré cette année. Le déficit primaire atteindrait 0,6% du PIB.
- **La Banque mondiale procède à une forte révision à la baisse de ses prévisions de croissance pour le Pakistan.** Elle se replierait à 2,7% en 2019/20 estime la Banque mondiale dans sa dernière édition du *Global Economic Prospects*, procédant à une révision à la baisse de 1,5% par rapport à l'édition précédente. La croissance s'était élevée à 5,2% en 2017/18 et devrait atteindre 3,4% en 2018/19 (chiffre révisé à la baisse de 0,3%). Selon la banque, la décélération de la croissance du pays est liée aux mesures d'assainissement fiscal et de resserrement monétaire prises pour réduire les déficits budgétaire et courant qui pèsent sur la demande intérieure. La banque souligne un ralentissement déjà perceptible dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture et un rebond de l'inflation lié à la dépréciation de la devise pakistanaise.
- **La quasi-totalité des secteurs économiques enregistrent des résultats inférieurs aux prévisions.** Selon la revue économique officielle publiée le 10 juin, la croissance atteindrait 3,3% en 2018/19 à comparer à un objectif fixé à 6,2% et aux 5,5% atteints l'année précédente. L'industrie est en repli de 1,4% sur l'année budgétaire (alors que l'objectif de croissance était



de 7,6%), les services enregistrent une croissance de 4,7% à comparer à un objectif de 6,5% et la construction une croissance de 7,6% à comparer à un objectif de 10%. Seul le secteur de l'agriculture tire son épingle du jeu avec une croissance de 4%, supérieure à l'objectif fixé à 3,8%. L'attention est attirée sur l'accroissement des déficits budgétaire (qui devrait être supérieur à 7,5% du PIB en 2018/19) et du compte courant (supérieur à 6%). Les autorités entendent, au cours des années à venir, stabiliser l'économie, gérer les comptes extérieurs et le financement public, mobiliser des recettes plus importantes, tout en menant une politique « d'austérité agressive ». Elles annoncent prévoir la protection des plus démunis.

- **Les exemptions fiscales coûteront plus de 2,2% du PIB à l'Etat cette année.** Le chiffre atteindrait 972,4 Mds PKR (environ 6,5 Mds USD) à comparer à 541 Mds PKR en 2017/18. Une partie importante est liée à l'exemption de taxe à la vente sur les fournitures locales (247,3 Mds PKR), les concessions apportées aux produits importés de Chine dans le cadre de l'accord de libre-échange conclu avec le Pakistan (32 Mds PKR) et les dégrèvements fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu et les bénéfices (141,6 Mds PKR).

## SRI LANKA

- **Moindre pertes pour Sri Lankan Airlines sur l'année financière 2018.** Selon un rapport du Ministère des Finances, la compagnie aérienne publique a enregistré des pertes avant impôt de 17,2 Mds LKR au cours du dernier exercice comptable, soit une diminution de 40,5% en glissement annuel par rapport à l'année précédente. Ce progrès relatif est la conséquence d'une hausse des recettes de +19,3% g.a sur un an (161,6 Mds LKR) et d'un recul des dépenses de -1,5% en g.a, à 165,6 Mds LKR. Les recettes tirées du transport de passager (81% des recettes totales) s'affichent en hausse de +25,4% en g.a par rapport au dernier exercice comptable. Il s'agit de l'effet combiné de la hausse des tarifs des billets vendus par la compagnie et du nombre de passagers transportés (15,28 millions en 2018, contre 12,45 M en 2017). La diminution des dépenses de l'entreprise est intégralement imputable à l'absence des compensations payées au titre de l'annulation des commandes d'appareil (contre 14,3 Mds LKR sur l'année 2016/2017). Dans le même temps, l'ensemble des postes de dépenses enregistrent une croissance : les coûts du kérosène (+41,9% ; 32% des dépenses totales), coûts de maintenance et révision des appareils (+20,5% ; 13,8% du total), coûts de location des avions (+31,0% ; 15,5% du total) et coûts du personnel (+3,6% ; 11,8% du total). La flotte du transporteur national sri lankais était composée de 26 appareils Airbus l'an dernier.
- **Le gouvernement valide un avenant à son plan de soutien à l'industrie du tourisme.** L'avenant en question concerne le taux de TVA collecté par les hôtels, tour-opérateurs et restaurants enregistrés auprès de l'Autorité sri lankaise du Développement Touristique (SLTDA), qui avait été abaissé de 15% à 5% suite aux événements terroristes du 21 avril. En réponse aux nombreuses contestations des professionnels du secteur, le Ministère des Finances a décidé de relever ce taux à 7%, et de l'appliquer également à la TVA déductible sur les achats de biens et services par les établissements concernés. Cette mesure est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin dernier, et jusqu'au 31 mars 2020.

**Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface**



	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, P. Pillon, P. Fouet, J.Deur, P-H. Lenfant et A. Perriot.

Version du 14/06/2019